

CALENDRIER DES OPERATIONS ELECTORALES 2022 - CST/CAP/CCP (Sdis 76)				
PREALABLES	Dates limites	Opérations	Références CST (D n°2021-571)	Références CAP (D n°89-229)
		réunion avec OS pour protocole pré électoral	art 1 /	
	08-juin-22	délibération portant détermination du nombre de sièges (CT/CAP SPP C et CHSCT) et paritarisme		
	08-juin-22	consultation pour avis du CT recours au vote électronique par Internet comme modalité exclusive	décret n°2014-793 du 09/07/2014	
		délibération du CASDIS arrêtant le vote électronique et fixant les modalités		
LISTE ELECTORALE	07-oct.-22 (maxi :samedi 08/10/2022)	publicité des listes électorales par voie d'affichage dans les locaux du Sdis 76 (direction, groupements, cis et Intranet)	art 32	art 9 al 2
	du 07-oct.22 au 18-oct.22	vérifications et réclamations par les électeurs sur les inscriptions, les omissions ou les radiations des listes électorales auprès de l'autorité territoriale	art 33	art 10 al 1
	21-oct.-22	l'autorité territoriale statue sur les réclamations par décision motivée	art 33	art 10 al 2
DEPOT DE LISTES DE CANDIDATS	27-oct.-22 (17h)	date limite de dépôt des listes de candidats par les délégués de listes des OS remplissant les conditions de l'article 9bis de la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 ; récépissé de dépôt de liste remis aux délégués de listes par l'autorité territoriale compétente	art 35	art 12 al 11 et al 12
	du dépôt au 28-10-2022	remise de décision motivée de l'irrecevabilité de la liste au délégué de liste par l'autorité au regard : * de l'article 9bis de la loi n°83-634 * des règles de listes incomplètes notamment ; aucune liste ne peut être modifiée après ce délai	art 35	art 12 al 13
	28-oct.-22 (maxi : samedi 29 octobre 2022)	affichage des listes de candidats dans le Sdis 76 et insertion sur le site Internet de l'établissement d'une information relative aux modalités de consultations - NB : les rectifications ultérieures sont affichées immédiatement	art 36	art 13 al 5
	30-oct-22	possibilité de contestation de la décision de non recevabilité des listes par l'autorité territoriale auprès du TA qui statue dans le délai de 15 jours (au dépôt de la requête) <i>appel non suspensif</i>	loi n°83-634 (art 9 bis)	
EN CAS DE LISTES CONCURRENTES	30-oct.-22	information aux délégués de listes sur la présence de listes concurrentes	art 37	art 13 bis al 1
	2-nov.-22	modifications ou retrait des listes par les délégués des listes en cause (<i>ex: si plusieurs OS affiliées à une même union de syndicats ont déposé des listes concurrentes</i>)	art 37	art 13 bis al 1
	5-nov.-22	information de l'union syndicale du maintien de listes concurrentes. Réponse avec reconnaissance d'une seule liste sous 5 jours francs	art 37	art 13 bis al 2 et al 3
EN CAS DE CANDIDATS INELIGIBLES	1-nov.-22	information par l'autorité territoriale au délégué de liste d'un ou plusieurs candidats inéligibles	art 36	art 13 al 2
	4-nov.-22	rectification(s) des listes par le délégué de liste. À défaut, la liste est considérée comme n'ayant présenté aucun candidat pour le groupe ou les groupes hiérarchiques correspondants. (<i>vérification que les conditions d'admission de listes incomplètes sont remplies pour participer aux élections</i>)	art 36	art 13 al 2
	23-nov.-22	remplacement d'un candidat inéligible pour des faits postérieurs au dépôt de la liste	art 36	art 13 al 4
BUREAU DE VOTE	2-juin-22	délibération du CASDIS arrêtant le vote électronique et fixant les modalités	décret n°2014-793 du 09/07/2014	
	8-déc.-22	dépouillement et procès-verbaux (direction départementale à partir de 15h20)		
OPERATIONS LIEES AUX SCRUTINS	09/11/2022 (date indicative)	envoi du matériel de vote et de la propagande aux agents (pour une réception au 12/11/2022 : J-3)	décret n°2014-793 du 09/07/2014	
	du 01-déc.-22 au 08-déc.-22	scrutins avec ouverture bureau de vote (6 h minimum), 01/12/2022 à 10h00	décret n°2014-793 du 09/07/2014	
		clôture le 08/12/2022 15h00 - dépouillement 15h20	décret n°2014-793 du 09/07/2014	
CONTESTATIONS	13-déc.-22	contestations sur la validité des opérations électorales portées devant le président du bureau centralisateur (l'autorité territoriale)	art 52	art 25
	15-déc.-22	décisions motivées du président du bureau centralisateur sur les contestations sous 48 h ; le cas échéant recours administratif possible selon les règles de droit commun		
01/06/2022	Tirage au sort en cas de sièges non pourvus ; la date, l'heure et le lieu sont affichés au moins 8 jours avant. Il est effectué par le Président en présence des membres du bureau central			